

G.architectes
A. GUIRAUD & F. GRILLON

206 place St Léger - 73000 CHAMBERY
Tel : 04 79 65 89 19 – email : agence@garchitectes.fr

CPAM de l'Ain

1 Place de la grenouillère
01000 Bourg en Bresse

Travaux pour le relogement de l'agence d'accueil du
public de Belley
22 boulevard du mail
01300 BELLEY

Cahier de Clauses Techniques Particulières C.C.T.P.

Lot n° 04 : Cloisons - doublages

Liste des lots

| | |
|---|--|
| 1 | Démolitions-Gros Œuvre |
| 2 | Menuiseries Extérieures Aluminium-porte sectionnelle |
| 3 | Menuiseries Intérieures bois |
| 4 | Doublages-Cloisons |
| 5 | Peintures |
| 6 | Faux plafonds démontables |
| 7 | Sols souples |
| 8 | Electricité – Courants forts-Courants Faibles |
| 9 | CVC |

SOMMAIRE

| | | |
|----------|--|-----------|
| 1 | PREAMBULE | 3 |
| 2 | PIECES CONTRACTUELLES | 3 |
| 3 | SPECIFICATIONS TECHNIQUES..... | 3 |
| 4 | DEMARCHE DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE..... | 4 |
| 5 | PIECES A REMETTRE PAR LES ENTREPRISES | 7 |
| 6 | RESERVATIONS..... | 7 |
| 7 | CHANTIER..... | 8 |
| 8 | CARACTERISTIQUES PARTICULIERES | 10 |

GENERALITES COMMUNES A TOUS LES LOTS

1 PREAMBULE

Spécifications du projet

Le projet consiste en l'aménagement de l'agence de l'accueil du public de Belley (73300).

2 PIECES CONTRACTUELLES

Conformité aux documents officiels

Les travaux à la charge du présent lot comprennent la réalisation des ouvrages ci-après conformément aux normes françaises et européennes en vigueur, y compris NF DTU, règlement des produits de construction (marquage CE), règles professionnelles et textes en vigueur, aux avis techniques relatifs aux matériaux à mettre en œuvre et aux règles de l'art.

Le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)

Le CCTP propre à chaque lot est rédigé conformément aux textes législatifs et réglementaires en vigueur. L'entreprise titulaire est tenue de se conformer aux dispositions que contiennent ces textes, y compris les schémas et croquis qui y figurent.

Les CCTP constituent un ensemble cohérent, que l'entreprise titulaire est réputée connaître dans son intégralité. Il est bien précisé que l'entreprise devra prévoir tous les travaux complémentaires indispensables au complet et parfait achèvement des ouvrages inclus dans son lot et ce, sans qu'il puisse prétendre à aucune majoration de son prix forfaitaire pour raison d'omission aux plans ou aux devis descriptifs, étant entendu que l'entrepreneur s'est rendu compte des travaux à effectuer, de leur importance et de leur nature et qu'il a suppléé par ses connaissances professionnelles aux détails qui pourraient être omis sur les plans et devis descriptifs. Tous les travaux devront être exécutés en conformité avec les DTU, CCTG et normes en vigueur.

Il est explicitement précisé que la responsabilité de l'entrepreneur relative à la réalisation de ses ouvrages inclut l'obtention des performances nécessaires à leur usage normal et l'exécution de tous travaux, même non décrits, liés à cette réalisation.

Les plans

Avant toute exécution, l'entreprise titulaire doit vérifier toutes les cotes des documents graphiques qui leur auront été remis. Elles signaleront, en temps utile, à la Maîtrise d'Œuvre, les erreurs ou omissions qui leur sont apparues ainsi que les dispositions qui ne leur paraîtraient pas en rapport avec les règles de l'art. Aucune mesure ne devra être prise à l'échelle métrique sur les plans. Faute de se conformer aux prescriptions ci-dessus définies, l'entreprise titulaire des marchés sera tenue pour responsable de toutes les erreurs relevées au cours de l'exécution ainsi que des conséquences qui en résulteraient.

3 SPECIFICATIONS TECHNIQUES

Matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication courante

Indépendamment de leur conformité au regard des prescriptions des Documents Techniques Unifiés et normes susvisés, les matériaux, matériels, appareils et articles qui seront employés ou fournis pour la réalisation des travaux, seront toujours neufs et de la meilleure qualité dans le type indiqué.

Ils seront mis en œuvre selon les plus strictes règles de l'art.

Dans le cas où des spécifications de qualités seraient indiquées dans le CCTP et le descriptif de chaque lot ci-après, il ne sera pas admis des qualités inférieures à celles prescrites.

Lorsque des marques sont indiquées dans les pièces du dossier, cela ne constitue qu'un moyen d'identification du matériel ou du matériau demandé.

Le titulaire peut proposer tout matériel ou matériau présentant des caractéristiques (techniques, fonctionnelles, performantielles et esthétiques,...) identiques.

Matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale et systèmes ou procédés non habituels

Sauf indication contraire dans le CCTP, les matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale, dont la marque ou la provenance est spécifiée dans ce document, devront être prévus par chaque entreprise telle qu'ils sont demandés.

Toutefois, lors de la remise de leur offre, les entreprises pourront proposer des matériaux, matériels, appareils ou articles similaires et au moins de qualité (techniques, fonctionnelles, performantielles et esthétiques,...) égale à ceux demandés. Cette proposition devra être validée par la MOE pour être contractuelle.

Dans tous les cas, les matériaux, matériels, appareils ou articles de fabrication spéciale ou systèmes ou procédés non habituels devront avoir fait l'objet d'un avis technique formulé par un organisme agréé (CSTB ou autre organisme agréé).

Prototypes

Sans objets.

Aspect règlementaire - Objectifs du Maître d'Ouvrage

Le projet est soumis aux exigences suivantes :

* Thermique:

. RT2012 "éléments par éléments"

* Acoustique:

. décret n°2006-1099 du 31 août 2006 relatif à la lutte contre les bruits de voisinage,

. arrêté du 30 mai 1996 relatif aux modalités de classement des infrastructures de transport terrestres et à l'isolement acoustique des bâtiments d'habitation dans les secteurs affectés par le bruit.

. arrêté du 25 avril 2003 relatif à la limitation du bruit dans les établissements d'enseignement.

4 DEMARCHE DE PERFORMANCE ENVIRONNEMENTALE

Prescriptions acoustiques

Les caractéristiques acoustiques de l'opération font partie intégrante des objectifs à atteindre par les entrepreneurs.

L'acoustique d'un ouvrage est un ensemble de prestations qui sont souvent le fait de plusieurs lots pour un même critère.

L'isolement entre deux salles ne se limite pas à l'élément de paroi séparatif (c'est la voie de transmission directe du son) mais également aux parois latérales y compris sol et plafond (ce sont les voies de transmission indirecte). Les entrepreneurs des parois latérales sont donc aussi concernés par l'objectif d'isolement in-situ que les seuls entrepreneurs de la paroi séparative. À contrario, il est rappelé aux entrepreneurs qu'ils peuvent gravement affaiblir le niveau d'un critère acoustique (isolement, réverbération etc.) par la dégradation des prestations déjà effectuées par d'autres lots, notamment par des réservations mal rebouchées ou en créant des saignées ou percements non autorisés. Au cas où leur responsabilité serait mise en cause, ils auraient à leur charge la réparation des dits dommages à ces ouvrages.

La coordination entre les entrepreneurs est donc nécessaire.

Les rebouchages seront soigneusement réalisés avec des matériaux qui permettront de reconstituer l'isolement initial des parois séparatives.

L'attention des entrepreneurs est en particulier attirée sur la qualité des rebouchages des réservations tant de passage de canalisations de chauffage que des gaines pour respecter les préconisations d'isolement acoustique.

Lors du rebouchage, l'entreprise devra faire en sorte qu'aucun contact solidien n'existe entre les parois et les gaines et/ou canalisations. Le rebouchage se fera à l'aide d'un matériau possédant une masse surfacique équivalente à celle de la paroi considérée.

Les ouvrages en plaques de plâtres doivent être respectés : les ouvertures pour passer les canalisations se font à la scie cloche et non à la massette.

La distribution des réseaux électriques se fera de circulation à local et non de local à local. Un seul point de pénétration par local.

La désolidarisation des gaines rectangulaires ainsi que des centrales de ventilation suspendues, se fera à l'aide de supports antivibratiles. Ces supports devront être adaptés au poids des appareils.

Toutes les installations techniques susceptibles de produire des vibrations seront désolidarisées de la structure porteuse au moyen de matériau résilient ou de boîtes à ressort.

Tous les moyens visant à réduire au maximum les nuisances sonores devront être mis en œuvre en vue d'éviter toute plainte du voisinage. En particulier :

* les matériels seront conformes à la réglementation européenne (directive 2000/14/CE du Parlement Européen et du Conseil du 8 mai 2000 concernant le rapprochement des législations des États membres relatives aux émissions sonores dans l'environnement des matériels destinés à être utilisés à l'extérieur des bâtiments) ; si le niveau de puissance acoustique en dB (référence : 1 pW) d'un matériel dépasse le niveau admissible donné pour la phase I de cette directive, l'entreprise concernée devra mettre en place les moyens (capotage par exemple) nécessaire à l'obtention de ce niveau réglementaire ;

* la démolition de toutes les parties intérieures non structurales précédera le reste des démolitions afin de bénéficier de la protection créée par l'enveloppe du bâtiment ;

* la localisation des matériels et matériaux sera pensée de façon à bénéficier d'un effet d'écran optimum.

Résistance thermique minimale des isolants

Les entreprises concernées doivent :

- Respecter la nature des matériaux isolants à employer et respecter leur résistance thermique minimale indiquée ci-dessous.

- Prévoir une protection isolante continue de façon à éviter les ponts thermiques dont l'existence serait révélée lors des études d'exécution mais sans que cela puisse entraîner une augmentation de prix, cette sujétion étant comprise dans le forfait.

- Soumettre les dispositions adoptées à la Maîtrise d'œuvre

La solution indiquée dans le devis descriptif est donnée à titre indicatif et l'entrepreneur peut proposer toute solution équivalente, sous réserve d'obtenir un coefficient R supérieur ou égal à celui demandé, avec note de calcul justificative.

Performances minimales des menuiseries

Les entreprises concernées doivent :

- Respecter la nature des matériaux isolants à employer et respecter leur résistance thermique minimale indiquée ci-dessous.

- Prévoir une protection isolante continue de façon à éviter les ponts thermiques dont l'existence serait révélée lors des études d'exécution mais sans que cela puisse entraîner une augmentation de prix, cette sujétion étant comprise dans le forfait.

- Soumettre les dispositions adoptées à la Maîtrise d'œuvre.

La solution indiquée dans le devis descriptif est donnée à titre indicatif et l'entrepreneur peut proposer toute solution équivalente, sous réserve d'obtenir un coefficient U inférieur ou égal à celui demandé, avec note de calcul justificative.

Caractéristiques environnementales et sanitaires des matériaux et produits de construction

Tous produits présents sur le chantier devront respecter les prescriptions ci-après :

Tous les produits et procédés de construction feront l'objet d'une validation de la part de la Maîtrise d'Œuvre et du bureau de contrôle avant pose sur la base des données suivantes à fournir selon cas :

- fiche technique

- fiche de déclaration environnementale et sanitaire

- certificat ACERMI

- label ou justificatif

- fiche de données de sécurité- certificat d'émission de polluants dans l'air intérieur

Choix des matériaux :

Les diverses prescriptions décrites ci-après s'inscrivent dans la conception d'un bâtiment très performant au niveau de la qualité et de l'efficacité thermique de son enveloppe ainsi que de ses équipements techniques et du choix de matériaux respectueux de l'environnement. Dans l'offre, il conviendra de préciser les références de produits qui pourront être proposées en réponse aux préconisations de Qualité Environnementale.

Tous produits présentant des composants toxiques et nocifs suivant le règlement CLP (Classification, Labelling, Packaging) seront proscrits :- Liste des mentions de danger "H" devant être proscrits dans les produits/mélanges utilisés sur le chantier : H300, H301, H310, H311, H314, H315, H318, H319, H330, H331, H350, H360, H370, H372.- Liste des mentions de danger "H" devant être fortement limitée dans les produits/mélanges utilisés sur le chantier : H302, H304, H312, H317, H332, H334, H335, H336, H340, H351, H361, H362, H371 et H373.L'ensemble des matériaux et produits utilisés devra être précisé dans la fiche produit située dans le mémoire technique et validée par la maîtrise d'œuvre avant toute commande sur le chantier.

Un tableau sera fourni à chaque entreprise en phase « préparation » et indiquera les matériaux devant faire l'objet d'une validation au regard des exigences et performances environnementales

et sanitaires. Tout produit ou matériau mis en place ou utilisé sans accord préalable du Maître d'œuvre et non-conforme aux exigences décrites sera remplacé aux frais et à la charge de l'entreprise défaillante.

. L'huile de décoffrage sera 100% végétale, 60% biodégradable et contiendra moins de 2.5% de produits dangereux.

. Origine des bois : La provenance des bois sera justifiée par la production d'un label garantissant que les bois proviennent d'exploitations durablement gérées (Label FSC ou PEFC). En outre les essences de bois choisies devront être issues de forêts françaises et privilégiant au maximum le label de provenance "Bois des Alpes" En aucun cas les bois ne seront d'essences menacés. Sont considérés comme menacés :

- les essences de bois en annexe I, II et III de la CITES- les essences de bois sur la liste rouge de l'UICN dans la catégorie (CR) en danger critique d'extension, (EN) en danger. Les essences considérées comme (VU) vulnérable sont déconseillées. Si elles sont inévitables d'utilisation, les essences (VU) devront être obligatoirement issues d'une forêt certifiée FSC.

. Les poutres lamellées collées devront répondre au marquage E1 (faible émissivité en formaldéhyde) ou aux classes d'émission les moins contaminantes. Les panneaux à base de bois seront exigés avec colle sans formaldéhyde et sans COV, notamment ceux non concernés par l'étiquetage réglementaire (OSB, MDF bruts, panneaux de particules bruts non transformés, dalles en panneaux de particules) devront être certifiés CTB Air+ avec un niveau d'émission de formaldéhyde E 0,5 (très faible émissivité en formaldéhyde).

. Les panneaux de contreplaqué de classe A selon la Norme NF EN 804. Les panneaux de particules de classe 1 selon la NF EN 312. Les panneaux de fibres de classe A selon la NF EN 622-1.

. Produits de traitements du bois :

- Préférer des essences naturellement durables pour la classe de risque qui, par la conception même du bâtiment, ne nécessitent pas de produits de traitement du bois, et auront ainsi une bonne recyclabilité,

- Dans la mesure où un traitement est effectivement nécessaire, les produits certifiés CTB-P+ en phase aqueuse seront exigés.

- Les traitements du bois à base de créosote ou de Penta-Chloro-Phénol (PCP) sont proscrits. Le traitement CCA est interdit.

. Produits de finition dont colles et peintures :

- Exigence de peintures, lasures, vernis et colles labellisés Ecolabel européen, Ange Bleu, Nature plus ou cygne blanc

- Exigence de peintures "sans solvants" de type alkydes en émulsion contenant pour les parois et plafonds moins de 1 gramme de COV par litre de produit et avec un taux d'émission dans l'air intérieur classé A+, et pour les autres postes moins de 15 grammes de COV par litre de produit.

- L'ensemble des produits de traitement et de finition intérieure contiendront moins de 2,5% de produits comportant des composants toxiques et nocifs suivant le règlement CLP évoqué ci-dessus (justification par fiche de données de sécurité).

- Préférer l'utilisation de colles sans solvants en dispersion aqueuse. Le système EMICODE (Allemand) pourra être utilisé en utilisant des colles de classification EC1 PLUS (très faible émission de COV).

. Produits isolants :

Les panneaux de fibres minérales mis en œuvre devront justifier des tests de non-cancérogénité (taille et biosolubilité des fibres) prévus par la directive Européenne 97/69/CE du 5/12/97 (transposée en droit français le 28/08/98).

Pas de produits comportant des composants toxiques et nocifs suivant le règlement CLP évoqué ci-dessus.

Les fibres minérales utilisées comme isolant seront classifiées EUCB, comme non cancérogènes.

Les mousses isolantes utilisées seront à OPD nul (sans effet sur la couche d'ozone). Les produits d'isolation intérieure devront être conformes aux exigences du LABEL INDOOR AIR COMFORT ou NATUREPLUS.

. Produits à base de plâtre:

Le plâtre utilisé ne sera pas produit à partir de phosphogypses susceptibles de contenir des éléments radioactifs.

. Produits à base de PVC:

Les produits à base de PVC devront répondre aux exigences suivantes : Ils seront exempts de Cadmium et si possible sans phtalates.

Eviter les stabilisants à base de plomb et de cadmium.

Les produits de substitution possibles sont les composés à base de calcium-zinc.

Les plastifiants DEHP ou DOP seront proscrits, préférer des produits à base de DIDP ou DINP.

. Revêtement de sols souples:

Les revêtements de sols souples, les sous-couches et les produits de pose ou de préparation seront classés A+.

Les produits de pose des revêtements de sols souples devront être conformes aux exigences du label EMICODE EC1plus. Les revêtements de sols souples devront être nettoyables à l'eau ou à la vapeur d'eau sans utilisation de produits chimiques.

Les revêtements de sol en PVC devront être sans phtalates.

Les revêtements de sols souples devront être conformes aux exigences du label INDOOR AIR COMFORT GOLD ou NATUREPLUS.

5 PIECES A REMETTRE PAR LES ENTREPRISES

Documents et Plans d'Atelier et de Chantier

Les entreprises titulaires des marchés doivent établir suffisamment à temps pour ne pas retarder la marche normale des travaux, un ensemble complet de plans de fabrication et de façonnage complétant les plans du Maître d'Œuvre, avec tous les détails (éventuellement à grande échelle) et les coupes nécessaires à leur compréhension. Elles doivent constituer un dossier rassemblant tous les documents : notes de calculs, certificats d'essais, avis techniques, justificatifs, agrément, documentations, etc... Concernant les systèmes utilisés et les fournitures proposées, qu'elles doivent soumettre à l'accord de la Maîtrise d'Œuvre, et éventuellement des bureaux d'études techniques (BET) et du Bureau de Contrôle. La procédure et les délais de présentation respectent les dispositions prévues au Cahier des Clauses Administratives Générales.

Eventuellement, et sans qu'il puisse en résulter une augmentation du montant du marché, les entreprises titulaires seront tenues d'apporter à ces documents les modifications que le Maître d'œuvre jugera utiles pour respecter les règlements et normes en vigueur ou simplement les règles de l'art.

Echantillons

Les échantillons des matériaux, matériels ou articles proposés par les entreprises titulaires sont obligatoirement déposés au bureau de chantier.

L'entreprise titulaire établit durant la période de préparation, en accord avec la Maîtrise d'Œuvre la liste de tous les échantillons à présenter.

Une séance de travail réservée au choix ou à l'acceptation des échantillons, a lieu dans les 30 jours suivant la fin de la période de préparation du chantier.

Tous les échantillons choisis et acceptés sont répertoriés et restent, jusqu'à la fin du chantier, dans le bureau de chantier, dans une pièce fermant à clé.

Ces échantillons restent la propriété des entreprises concernées qui les évacuent en même temps qu'il est procédé au démontage du bureau de chantier.

Tous les matériaux, matériels et articles commandés avant l'acceptation des échantillons peuvent être refusés par la Maîtrise d'Œuvre.

Pendant la durée des travaux, la Maîtrise d'Œuvre peut être amené à demander des compléments d'échantillons ou à en substituer certains à ceux présentés pour parfaire la réalisation du projet, sans que les entreprises puissent contester ces décisions pour autant qu'elles ne soient pas postérieures à leurs commandes aux fournisseurs.

Pour éviter les litiges les entreprises titulaires des marchés devront systématiquement envoyer pour information à la Maîtrise d'œuvre, une copie de leurs bons de commande à leurs fournisseurs.

Faute de s'acquitter de cette formalité, les entreprises subiront les conséquences des modifications de prestations qui pourraient intervenir ultérieurement.

6 RESERVATIONS

Traits de niveau

L'entreprise titulaire du marché de GROS-OEUVRE est chargée à ses frais:

. du battage en bleu des traits de niveau nécessaires sur les maçonneries brutes avant enduits et après enduits ou exécution des doublages.

. de mettre en œuvre une plaque rigide d'indication du trait de niveau, pour maintenir à chaque niveau et vérification tout au long du chantier.

Chaque entreprise intéressée doit, sous les mêmes conditions que ci-dessus, s'assurer en temps opportun de l'exactitude de ces traits de niveau. A défaut d'avoir signalé en temps voulu les erreurs ou anomalies, elle prend à sa charge les ouvrages indispensables à la correction des erreurs.

Trous, scellements et raccords

Principe général

L'entreprise titulaire du marché de travaux doit donner en temps voulu toutes les indications concernant les sujétions nécessaires et veiller à l'application des incidences qu'elles provoquent dans l'exécution des travaux, sans que la Maîtrise d'Œuvre ait à intervenir.

Réservations dans le béton armé et les maçonneries

L'entreprise titulaire du marché de travaux du lot GROS-OEUVRE doit réserver les trous dans les ouvrages de béton armé et de maçonnerie, non seulement pour ses propres besoins, mais également pour ceux des entreprises des autres corps d'état, en dimensions et en emplacement, sur les plans préalablement approuvés par le Maître d'Œuvre et remis à l'entreprise au moins un mois avant l'exécution des ouvrages qui les comportent. La même procédure est appliquée pour la mise en place des fourreaux de toute nature et des tasseaux à poser avant coulage.

Les percements non réservés, faute de renseignements fournis en temps utile, ou mal implantés par suite d'erreur ou d'omission dans les documents fournis, sont exécutés ultérieurement par le lot GROS-OEUVRE à la charge de l'entreprise titulaire du marché.

Dans le béton, aucun percement n'est effectué sans l'accord du BET intéressé. Les trous, dont la nécessité apparaîtrait après coulage, sont exécutés par l'entreprise titulaire du marché à ses frais.

Scellements - calfeutremments - rebouchages dans le béton armé et les maçonneries

L'entreprise titulaire du lot GROS-OEUVRE doit d'une manière générale :

- toutes réservations, engravures, tous calfeutremments nécessaires à la réalisation et à la finition des travaux.

- les rebouchages de toutes les trémies, réservations et percements dans les ouvrages en béton ou en maçonnerie après le passage des réseaux, avec des matériaux de même nature assurant le traitement d'origine. Compris enduit ou ragréage sur ces rebouchages.

Trous, percements saignées, scellements et calfeutremments des matériaux d'autre nature

Tous les scellements et calfeutremments dans les matériaux d'autre nature que le béton armé et les maçonneries sont effectués par l'entreprise mettant en place les ouvrages qui les nécessitent. Toutefois, la Maîtrise d'Œuvre se réserve la possibilité de faire reprendre les scellements ou les calfeutremments par l'entreprise responsable des ouvrages dans lesquels ils s'incorporent, si leur qualité s'avérait insuffisante, aux frais de l' (les) entreprise(s) concernée(s).

Scellements secs dans toutes natures et matériaux

Les articles utilisés pour les scellements secs doivent avoir reçu préalablement à leur mise en œuvre, l'agrément de la Maîtrise d'Œuvre.

7 CHANTIER

Covid-19

L'attention des entreprises est attirée les mesures urgentes et spécifiques à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du BTP appelés à travailler sur les chantiers.

En cette période d'épidémie du coronavirus, les entreprises doivent respecter strictement les préconisations du "guide de préconisations de sécurité sanitaire pour la continuité des activités de la construction...".

Travaux à proximité des réseaux

En application des Décrets suivants :

- . Décret n° 2011-1241 du 5 octobre 2011 relatif à l'exécution de travaux à proximité de certains ouvrages souterrains, aériens ou subaquatiques de transport ou de distribution

- . Décret n° 2012 -970 du 20 août 2012 relatif aux travaux effectués à proximité des réseaux de transport et de distribution, le Maître d'Ouvrage a procédé aux déclarations de Travaux auprès des différents exploitants de réseaux présents à proximité du terrain objet de l'opération.

Depuis le 1er janvier 2018, la réglementation impose à l'intervenant de délivrer une autorisation d'intervention à proximité des réseaux. Cette autorisation d'intervention à proximité des réseaux prévue à l'Article R. 554-31 du code de l'environnement est obligatoire pour au moins une personne, assurant pour le compte du responsable de projet la conduite ou la surveillance de travaux entrant dans le champ de l'Arrêté du 15 février 2012.

Le maître d'ouvrage s'assura que la maîtrise d'œuvre dispose des compétences nécessaires pour assurer les tâches qui lui sont confiées et en particulier qu'au moins une personne assurant la conduite ou la surveillance de travaux dispose d'une autorisation d'intervention à proximité des réseaux (AIPR).

Compte prorata

L'entrepreneur attributaire des travaux du lot GROS-OEUVRE sera chargé de l'organisation collective du chantier et de la gestion du compte prorata en liaison avec le comité de gestion.

Il est bien précisé que l'entrepreneur ainsi désigné n'est chargé que de l'organisation collective et en aucune façon de la coordination.

L'entrepreneur de ce lot n'est chargé que de fournir, mettre en œuvre et entretenir les dispositifs de communs et ce jusqu'à la fin des travaux de tous les corps d'états.

Il est précisé que chaque entrepreneur demeure responsable de l'hygiène et de la sécurité conformément au droit commun et au cahier des charges.

En cas de défaillance de l'entreprise, le maître d'œuvre peut prendre les mesures nécessaires aux frais de l'entrepreneur.

Une personne sera désignée par le gestionnaire du compte prorata pour l'ouverture du chantier le matin et la fermeture le soir, pendant la durée totale du chantier et ce pour chaque phase planifiée.

Cette personne devra être clairement identifiée auprès de la Maîtrise d'œuvre et du Maître d'ouvrage (nom et coordonnées). La réalisation de cette prestation sera effectuée aux frais du compte prorata.

Nettoyage de chantier / Tri des déchets

Pour le lot GROS OEUVRE:- Nettoyage de chantier et des accès chantier :

L'entreprise titulaire du lot Gros Œuvre doit le nettoyage de l'accès chantier, des circulations verticales et horizontales piétonnes intérieures et si nécessaire de la voie publique aux abords du chantier.

Pour l'ensemble des entreprises:

Chaque entreprise procède à l'évacuation de ses déblais, aucune benne n'est prévue.

- Evacuation au fur et à mesure des déchets de chantier, bigs bags avec tri sélectif des déchets pour les déblais du présent lot,
- Chargements et transports réguliers de l'ensemble ci avant vers les décharges appropriées, Y compris toutes sujétions de : Installations, entretiens, replis et nettoyage en fin de travaux

- Nettoyage de chantier / Tri des déchets :

Chaque entreprise doit assurer de façon permanente le parfait état de propreté du chantier, autant intérieurement, qu'extérieurement pendant toute la durée des travaux.

Il est absolument interdit de brûler et d'enfouir les déchets de quelque nature que ce soit sur le site ou à proximité du site.

En cas de non-respect de ces règles, le maître d'œuvre ou l'OPC, sur simple constatation et notification sur le compte-rendu, fera exécuter ces nettoyages par l'entreprise de son choix. La facture correspondante à ces travaux sera rémunérée par le compte prorata et imputé aux entreprises responsables sur désignation quantitative de l'OPC.

Chauffage de chantier

Concerne les équipements de chauffage portatifs pour le chauffage de chantier, pour permettre la continuité des travaux, pendant la période froide, et pour assurer la conservation des ouvrages.

1/ Dépenses à charge du lot Electricité - Courants forts et faibles :

Frais d'installation et des démarches auprès des services concédés, installation et maintenance des équipements de chauffage portatifs pour le chantier.

Souscription suffisante du contrat pour assurer une température de 10°C en tous points des bâtiments clos et couverts.

2/ Répartition des dépenses sur le compte inter-entreprises:

Comprenant les frais de location des matériels, consommations et les consommables.

Période de chauffage : suivant calendrier enveloppe

En cas de retard identifié d'une ou plusieurs entreprises, l'imputation des dépenses de préchauffage supplémentaires seront à charge des entreprises retardataires.

Moyens et dispositions relatives aux prestations

Chaque entreprise doit prévoir pour la réalisation de ses prestations :

- Tous moyens de levage nécessaires- Mise en place de toutes protections de sécurité provisoire jusqu'à la mise en place des éléments définitifs par les corps d'états concernés.

- Le repliement de ses installations.

Réception des supports

Avant toute commande et/ou début des travaux, chaque entreprise doit vérifier l'aspect et les cotes des supports réalisés suivant qualité de finition stipulée dans le CCTP. Chaque lot est censé avoir pris connaissance du degré de finition en se reportant au CCTP du lot concerné et mettra tout en œuvre, même si non décrit, pour atteindre l'objectif qui lui est fixé dans son propre CCTP.

Il doit les accepter ou les refuser avec l'accord du maître d'œuvre.

Protection des ouvrages

L'entreprise doit mettre en œuvre tous les moyens nécessaires pour la protection de ses matériaux et de ses ouvrages contre le risque de vol, de détournement et de dégradations de toute origine (vandalisme, conditions météorologiques, ...) et ce jusqu'à la réception des travaux.

De plus, pendant l'exécution de ses travaux, l'entreprise doit :

- Prendre toutes les précautions nécessaires pour ne pas causer de dégradations aux matériaux ou ouvrages des autres entreprises. Elle reste responsable des conséquences résultantes aux manquements à ses obligations.

- Prendre toutes les précautions nécessaires vis à vis des ouvrages existants et autres tels que mobilier, équipement, etc...

Montant forfaitaire

Le forfait comprendra les travaux préparatoires, la fourniture des matériaux, les frais de transport et de manutention du matériel de chantier, le déchargement, la mise en œuvre des matériaux, le calage, les moyens de levage, les pertes et déchets éventuels, le nettoyage pendant et après l'exécution des travaux, l'enlèvement des déchets ou gravois, les échafaudages, les protections, la sécurité et protection de la santé suivant les indications du P.G.C. ainsi que tous les frais visés au C.C.A.P.

Dossier de plans

Les entrepreneurs devront vérifier soigneusement toutes les cotes portées aux plans et s'assureront de la concordance entre les différents plans d'ensemble ou de détail et le CCTP.

Ils signaleront en temps utile toutes les erreurs ou omissions au maître d'œuvre qui opérera, s'il y a lieu, la correction. Pour l'exécution des ouvrages, aucune cote ne devra être prise à l'échelle métrique sur les dessins.

Santé, sécurité et interventions ultérieures

L'entreprise du présent lot devra participer aux réunions de mise au point du dossier d'interventions ultérieures (DIUO) et des fiches d'interventions.

Ces fiches seront émises par le coordinateur SPS, renseignées au fur et à mesure de l'élaboration du projet et complétées avec l'entreprise pendant les travaux.

Réglages - Essais de fonctionnement

Les entreprises adjudicatrices doivent prévoir dans le cadre de leur marché la réalisation de l'ensemble des essais de fonctionnement et des réglages des matériels installés, notamment les réglages permettant d'optimiser les dépenses énergétiques, et leur optimisation dans le mois qui suit la réception (par exemple : durée des minuteries de luminaire, déclenchement éclairage extérieur, groom des portes, ...).

Compris fourniture des PV et attestations d'essai de fonctionnement de l'ACQ.

8 CARACTERISTIQUES PARTICULIERES

Données relatives à la sismicité

Suivant indications des plans du BET Structure et / ou du rapport géotechnique.

- . Zone de sismicité 4 "Moyen"

- . Sol de classe B

- . Altitude moyenne 310 m

Conditions spécifiques du chantier - Travaux en site occupé

Avant la remise de son offre, l'entrepreneur devra se rendre sur place, pour vérifier les conditions de chantier (accès, stockage...) et d'intervention.

L'entrepreneur doit prendre en compte les conditions du planning joint au dossier.

Il est rappelé que les interventions se dérouleront en site occupé.

Les zones non concernées par les travaux, mais en liaison avec le chantier feront l'objet d'un protocole d'intervention établi lors de la préparation de chantier, en coordination avec le Maître d'Ouvrage et la Maîtrise d'Œuvre.

Chaque entreprise est responsable de la neutralisation, de la signalisation et des protections de ses zones d'interventions.

Chantier à faibles nuisances

Toute démarche de développement durable menée sur une opération de construction se doit d'être cohérente durant toutes ses phases, qu'elles soient de faisabilité, d'études, opérationnelles ou post-opérationnelles.

Ainsi, les efforts demandés à l'équipe de maîtrise d'œuvre, en phase conception notamment, pour diminuer l'impact environnemental global du projet doivent être poursuivis lors des travaux.

En effet, toutes dispositions doivent être prises en phase « chantier » pour limiter les nuisances générées aux personnel et résidents et ainsi:

- . s'assurer de la propreté du chantier et du respect de la réglementation en vigueur pour le tri des déchets,
- . s'assurer de la non propagation des poussières depuis les zones d'intervention,
- . s'assurer de la limitation des nuisances auditives et visuelles depuis les zones d'intervention,
- . s'assurer de la sécurité des zones d'intervention.

GENERALITES DU LOT

NOTA IMPORTANT

Spécifications du projet

Le projet consiste en l'aménagement de l'agence de l'accueil du public de Belley (73300).

Avant toute mise à prix, l'entreprise du présent lot devra avoir pris parfaite connaissance des lieux pour bien maîtriser toutes les prestations à exécuter.

Il appartient à l'entreprise du présent lot, de l'opportunité de compléter son dossier au niveau de l'appel d'Offres par ceux des autres corps d'état, en tout ou en partie.

A aucun moment, pour modifications de prix, l'entreprise du présent lot ne pourra arguer de divers, imprévus ou suppléments suite à :

- Une méconnaissance de l'état existant,
- Une méconnaissance des prestations prévues.

QUALIFICATIONS

- Qualibat exigée :
- Qualification 4131 – Plaque de plâtre- (Technicité courante)

COMPOSITION DES PRIX UNITAIRES

Chacun des prix unitaires hors taxes, passible de la TVA au taux actuel en vigueur et susceptible à variation, devra comprendre toutes sujétions de :

- Fournitures,
- Coupes, découpes et chutes, Mise en œuvre,
- Echafaudages réglementaires,
- Etanchéité à l'eau, à l'air et au vent,
- Ajustages, graissages : Avant et après réception, et Pendant la période de garantie,
- Tableau présentoir des clés étiquetées avec porte-clés plastiques,
- Nettoyages en cours et en fin de travaux,
- Protection et sécurité du chantier et du personnel selon CSPS (Coordonnateur de Sécurité et de protection de la santé),
- Frais généraux (charte de chantier à faibles nuisances, etc...)
- Compte prorata, Etc...

REFERENCES AUX NORMES

Tous les travaux devront être exécutés conformément :

- aux règles de l'Art, Normes, DTU En vigueur à la date de l'appel d'Offres.

MISE AU POINT DES DETAILS

Pour une mise au point technique, concernant notamment :

- épaisseurs des doublages intérieurs des murs extérieurs,
- épaisseurs des cloisons, doublages...

L'entreprise devra fournir aux parties intéressées : plans, coupes, et croquis à différentes échelles.

Il est bien entendu que cette mise au point ne devra entraîner en aucun cas, des demandes de suppléments ou des prestations de qualité inférieure.

IMPLANTATION TRACAGE

L'entreprise du présent lot devra l'implantation de ses ouvrages. Dans le cas où celle-ci serait effectuée par une tierce entreprise, elle devra la vérification. Elle en assumera l'entière responsabilité.

Aucune cote à l'échelle métrique ne sera effectuée. Si l'entreprise trouvait des anomalies dans les plans, coupes, etc..., elle devrait en référer au Concepteur et demander son assistance.

PROTECTION FEU

L'entreprise devra fournir : la documentation technique et les procès-verbaux de réception,

Pour les éléments pare-flamme et coupe-feu, et ce :

Pendant la mise au point pour approbation par le Concepteur et le Bureau de Contrôle,

En fin de travaux en fonction des prestations exécutées au Concepteur et Bureau de Contrôle.

 L'entreprise est tenue de vérifier les quantités et les sections proposées.

Travaux en site occupé

Les entreprises prendront bien en compte que les travaux se dérouleront en site occupé, l'activité de la sous-préfecture ne pouvant pas s'interrompre.

DESCRIPTION DES TRAVAUX DE CLOISONS-DOUBLAGES

Spécifications du projet

Le projet consiste en l'aménagement du hall d'accueil, de la création d'une salle de réunion, de l'aménagement de deux bureaux et de la réfection des sanitaires situé à la Sous-Préfecture de St Jean de Maurienne (73300).

1 DOUBLAGES

1.1 DOUBLAGE DE MUR COLLE

Doublage collé /1 BA13

Comprenant :

- Parement en plaque 1 BA 13 de placo ou équivalent.

Position : Bureau animateur-façade sur cour et contre garage

Mode de métré : m²

1.2 DOUBLAGE DE MUR SUR OSSATURE METALLIQUE

Fourniture et pose d'un doublage sur ossature métallique comprenant :

- Ossature métallique par profils du commerce, compris fixations en tête, en pied et sur la hauteur, appuis collés à la colle spéciale pour plaques de plâtre. Dimensions des ossatures suivant hauteur, compris toutes reprises mécaniques intermédiaires.

- Laine de verre semi-rigide suivant articles ci-après.

Compris traitement soigné des ponts thermiques et joints par des bandes collées.

- Parement en plaque BA13, fixée sur l'ossature métallique.

Y compris toutes sujétions de :

- Coupes, découpes, tablettage, Finitions sous dalle
- Mise en œuvre selon recommandations au Cahier des Charges,
- Collage et fixation selon recommandations au Cahier des Charges,
- Jonctions avec existants, menuiseries, autres cloisons,
- Joints, cueillies, arêtes traités, finition et surfacage des joints suivant la technique et avec les produits précisés au Cahier des Charges,

1.2.a Doublage sur ossature 1 BA13

Comprenant :

- Ossatures décrites ci-avant.

- Isolation en laine de verre de 60 mm d'épaisseur, pour R mini = 1.85 m²°C/ W.

Type : GR 32 Nu d'Isover ou techniquement équivalent.

- Parement en plaque 1 BA 13 hydrofuge de placo ou équivalent.

Position : Bureau agents-contre façade et contre garage

Mode de métré : m²

2 CLOISONNEMENTS

2.1 CLOISONNEMENT PLACOSTYL 98 mm

Ensemble comprenant :

Ossature métallique constituée de rails et montants en acier galvanisé de 6/10^{ème} d'épaisseur : montant doublés dos à dos, désignation : 98/48 - entraxes : 0,40 m, affaiblissement acoustique en laine de roche de 45 mm densité 40 kg/m³ d'épaisseur à éléments jointifs,

Chaque parement sera constitué par 1 plaque de plâtre à joints décalés de 25 mm d'épaisseur chacune, Ensemble CF 1H00

Les joints seront traités selon la technique et avec les produits Placoplatre®. La mise en œuvre sera conforme au DTU 25.41 et aux recommandations de la société Placoplatre. Les huisseries seront posées à l'avancement. Les huisseries métalliques seront du type pour cloison sèche avec oméga de fixation.

Y compris toutes sujétions de :

- Coupes, découpes, tablettage, Finitions sous dalle
- Mise en œuvre et fixations selon recommandations au Cahier des Charges,

- Renforts pour pose appareils sanitaires
- Jonctions avec existants, menuiseries, autres cloisons, Joints, cueillies, arêtes traitées, finition et surfacage des joints - CF 1H00 –

Position : selon plan architecte-pour création boxe 1

Mode de métré : m²

2.2 Plus-value pour parement hydrofuge

3 HABILLAGE GEBERIT

Fourniture et pose de caissons de type "PLACOSTIL 72/48" de chez PLACOPLATRE, constituées :

- D'une ossature métallique PLACOSTIL, de 48 mm d'épaisseur avec un DOUBLE parement de plaques de plâtre cartonné de 13mm d'épaisseur de type placomarine.
- Un remplissage en panneau de laine de roche 45mm entre les plaques de plâtre.
- Les ossatures seront fixées sur les planchers.
- Les joints seront traités suivant la technique et avec les produits Placoplâtre (bande et enduits).
- Les angles vifs seront recouverts de baguettes plastiques ou métalliques. Celles-ci recevront une bande de calicots.

La mise en œuvre sera conforme aux DTU et aux prescriptions du fabricant.

Mode de métré : m²

Localisation : selon plans

4 CAISSONS

Caissons coupe-feu vertical en plaques de plâtre.

Nombre et épaisseur des plaques suivant l'avis technique du fabricant.

Fixations sur ossature métallique suivant prescriptions du fabricant. Fixations aux parois.

Caisson vertical - De 15 x 50 cm - Coupe-feu 1h

Y compris :

- façon d'arête et cueillis éventuel
- Toutes sujétions de Sujétions de mise en œuvre et de finitions conformes au Descriptif Général
- Joints, cueillies, arêtes, jonctions selon la technique du Cahier des Charges

Position : selon besoin lot fluides à répartir

Mode de métré : ml

5 BOUCHEMENT DE BAIE

Comprenant :

- Ossature métallique constituée de rails et montants en acier galvanisé de 6/10^{ème} d'épaisseur : Montant doublés dos à dos, désignation : 72/48 - entraxes : 0,40 m
- Isolant laine de roche entre montants
- Chaque Parement constitué par 1 plaque de plâtre BA13 à joints décalés

Affaiblissement acoustique en laine de roche de 45 mm densité 40 kg/m3 d'épaisseur

- Y compris toutes sujétions de : Coupes, découpes, tablettage, Finitions sous dalle, démontage et évacuation de la porte condamnée, suppression des pommelées et quincaillerie
- Mise en œuvre et fixation selon recommandations au Cahier des Charges,
- Jonctions avec existants, menuiseries, autres cloisons, Joints, cueillies, arêtes traités, finition et surfacage des joints

Épaisseur totale : 98 mm -

Position : WC

Mode de métré : l'unité

6 CREATION DE BAIE DANS CLOISON

Création d'ouverture dans cloisons non porteuse type placostyl 98/48 ou cloison carreau de brique selon implantation. Pour mise en place huisserie bois.

Comprenant :

Découpe soignée,

Evacuations des gravats

Raccord au plâtre des angles

Finition soignée

Y compris :

- Découpe soignées,
- protection des ouvrages
- Façon d'arête
- Toutes sujétions de Sujétions de mise en œuvre et de finitions conformes au Descriptif Général
- Joints, cueillies, arêtes, jonctions selon la technique du Cahier des Charges

Position : WC et réservation du menuisier

Mode de métré : U

7 RACCORD AU PLATRE

Reprises de plâtre suite à démolitions diverses en mur, tête de cloisons, etc...

Comprenant :

Piquage des supports, Raccord au plâtre

Finition soignée

Y compris :

- façon d'arête et cueillis éventuel
- Toutes sujétions de Sujétions de mise en œuvre et de finitions conformes au Descriptif Général
- Joints, cueillies, arêtes, jonctions selon la technique du Cahier des Charges

Position : selon besoin

Mode de métré : m² - ml